



Enseignants de l'école primaire

Passer de quatre à trois années d'études: l'avis des formateurs



Adoptée par le Grand Conseil, la réduction de la durée de formation des maîtres est combattue par un référendum. KEYSTONE

Selon Olivier Maulini, directeur de l'Institut universitaire de formation, trois ans ne suffisent pas pour pratiquer dans tous les degrés.

Rachad Armanios

Les syndicats d'enseignants, les partis de gauche, les représentants des étudiants et de leurs formateurs ont lancé un référendum contre le raccourcissement de la formation des enseignants de l'école primaire, de quatre à trois ans, voté récemment par le Grand Conseil. Sans vouloir s'introduire dans le débat politique, l'Institut universitaire de formation pour l'enseignement (IUFÉ) a répondu par écrit à nos questions, par la

voix de son directeur, Olivier Maulini.

Comment réagissez-vous au vote du Grand Conseil?

L'Université de Genève et l'IUFÉ en prennent acte, ainsi que du lancement d'un référendum. Notre rôle est d'offrir la meilleure formation possible dans le cadre défini politiquement.

Selon la droite, malgré une durée plus longue



qu'ailleurs, Genève ne formerait pas mieux ses étudiants. Vrai?

La qualité des formations pour l'enseignement est partout perfectible. On ne peut parler de la qualité d'une formation qu'en regard des besoins auxquels elle répond. Sur la base de ce critère, la formation dispensée à l'Université de Genève a été jugée excellente par toutes les évaluations auxquelles elle a été soumise.

Sera-t-il possible, comme l'a voté le Grand Conseil, de former en trois ans des généralistes (de la 1P à la 8P)?

Formellement oui, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP) l'autorise. Mais les formations reconnues en Suisse renoncent le plus souvent à cette po-

«Les attentes concernant l'école publique sont de plus en plus fortes.»

Olivier Maulini

lyvalence, faute de temps: soit elles forment pour un cycle en priorité (1-4P et 5-8P), soit elles ne qualifient que pour une partie des disciplines scolaires. Les hautes écoles pédagogiques romandes sont collectivement engagées dans un projet de consolidation des études par un dispositif formatif et obligatoire d'entrée dans le métier.

Avec une année en moins, que faudra-t-il supprimer de l'actuelle formation?

La redéfinition du plan d'études

est un chantier d'envergure que l'IUFE va mener avec la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, en étroite collaboration avec le Département de l'Instruction publique (DIP). On ne peut pas avancer des mesures avant d'en avoir étudié les conséquences.

Le métier s'est complexifié. Peut-on réduire la formation tout en formant correctement les étudiants?

Les attentes concernant l'école publique sont en effet de plus en plus fortes: prévention de l'échec et du décrochage scolaire, inclusivité, soutiens différenciés, implication des familles, apprentissage précoce des langues, sensibilisation aux nouvelles technologies, moyens de lutte contre le harcèlement scolaire... L'Université s'attache à les satisfaire dans le respect du cadre qui lui est donné.

La formation genevoise serait trop théorique, les députés veulent une formation plus pratique...

Actuellement, Genève est en tête des formations pour l'enseignement primaire du point de vue du volume de pratique. Dans la procédure (en cours) de renouvellement de la reconnaissance du diplôme, la commission compétente de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique vient même de demander une réduction de ce volume car le plafond autorisé est dépassé. Une coupure d'un quart de la formation l'impactera dans son ensemble, sans augmenter aucune de ses composantes.

Toujours plus d'étudiants préféreraient partir à la Haute École pédagogique vaudoise car la formation

y dure trois ans. Un «exode» qui coûte plus de 5 millions par an à Genève, a souligné le DIP. Que répondez-vous?

Les étudiantes et étudiants genevois qui n'ont pas été retenus en deuxième année du fait de la procédure de sélection (environ 100 par an) peuvent se rendre ensuite à Lausanne. La durée des études n'est pas leur première motivation; c'est la quête d'un diplôme permettant d'exercer le métier qu'ils et elles ont choisi. Le Grand Conseil a établi cette sélection en 1995. Son but n'est pas de réguler l'accès à l'emploi, mais d'assurer la qualité de la formation en tenant compte du nombre de places de stage disponibles (500 à 600 enseignants primaires accueillent les stagiaires chaque année): un nombre déterminé par le DIP en fonction de la capacité d'accueil et d'encadrement de l'enseignement primaire. Si le nombre d'étudiantes et d'étudiants venait à doubler, il faudrait aussi doubler les capacités d'accueil du terrain.

Raccourcir la durée de formation ne permettrait pas d'économies budgétaires, affirment certains. C'est toujours l'analyse de l'IUFE?

L'économie engendrée par le raccourcissement de la durée des études serait fortement contrebalancée par le besoin de former deux catégories d'enseignantes et d'enseignants (cycles 1-4 et 5-8). Le modèle actuel de formation est plus englobant, de nombreux cours sont mutualisés entre futurs enseignants et enseignantes et autres étudiants et étudiantes. Cela rend le programme efficient et permet des économies d'échelle. Une expertise externe l'avait relevé dès 2019.